

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AOÛT 1919

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919

Tableau XII : Guerre ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR **M. DE WOUTERS D'OPLINTER**.

MESSIEURS,

La Section centrale, chargée d'examiner le premier Budget de la Guerre déposé sur le bureau de la Chambre depuis l'armistice, a tenu à ce que, en tête du présent rapport, un éclatant hommage d'admiration et de reconnaissance soit rendu à la glorieuse armée qui a libéré la Patrie.

Dans les fastes du Parlement belge, la journée du 22 novembre 1919 brillera toujours d'un pur éclat. En ce jour mémorable, notre Souverain, digne chef de vaillantes légions, est monté à la tribune couvert encore de la poussière des combats pour vous dire ce qu'avaient fait les enfants de la Belgique. Il a établi le compte du sang versé et des rudes dangers encourus. Il vous a décrit leurs douleurs et leurs angoisses, leur héroïsme, en un mot, tout ce qui constituait le prix d'une victoire durement achetée. D'un cœur unanime, vous avez acclamé les soldats et leur Chef.

Depuis, ces sentiments ne se sont certes pas atténués dans nos cœurs, et les détails mieux connus de cette longue lutte, n'ont en rien modifié cette première et si profonde impression.

⁽¹⁾ Budget, n° 107.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHERYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PEPIN et LANBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

La reconnaissance que nous devons à notre armée, comme aussi les règles de la plus élémentaire prudence, nous impose le devoir de maintenir notre armée forte moralement et, au point de vue matériel, parfaitement entretenue et outillée.

La déclaration de guerre nous a surpris en pleine réorganisation militaire. Quelques mois plus tard, la force de résistance de la Belgique eût été plus que doublée. Il y a tout lieu de croire, d'ailleurs, que notre agresseur le savait. Le courage de nos soldats a cependant opposé à l'injuste invasion, une résistance inattendue, résistance qui a eu des effets décisifs sur l'ensemble de la campagne dès les premiers jours, et est devenue invincible à l'Yser.

Cet effort fut merveilleux et fécond, mais il serait coupable de nous attarder dans les errements de jadis, maintenant que nous sommes instruits des nécessités de notre défense et de ses possibilités.

Il faut que nous ayons désormais une armée prête à tout, équipée suivant les dernières exigences de la science moderne et encadrée de chefs savants et rompus au métier de la guerre moderne.

L'expérience nous a montré que le Belge, dans les douceurs d'une longue paix, n'avait pas perdu les qualités viriles du soldat, apanage de sa race. Il a fallu peu de temps pour faire de nos recrues de vieux troupiers.

Mais si, grâce à ces dispositions naturelles, le Belge s'improvise aisément soldat, il apparaît clairement, d'autre part, que le matériel si compliqué que comporte la guerre moderne et le cadre du commandement, à tous les degrés, nécessitent une longue et minutieuse préparation.

A l'avenir, casernes, matériel, cadre d'officiers et sous-officiers devront à tout instant être prêts à accueillir, à équiper et à diriger les hommes que lui amène en masse l'ordre de mobilisation.

Le plan de notre système militaire futur semble se dessiner bien nettement : service général avec un temps de présence effective sous les drapeaux réduit au minimum imposé par les nécessités de l'instruction et du maintien de l'ordre public ; cadre d'officiers et de sous-officiers de carrière fortement organisé, auquel doit s'adjoindre un cadre de réserve aussi sérieusement conçu ; armement, matériel et outillage perfectionnés, maintenus continuellement à la hauteur du progrès de l'art militaire.

La Section centrale a cru devoir appeler tout spécialement votre attention sur la question de la formation du cadre de réserve, et signaler l'intérêt qu'il y aurait à voir combiner son organisation avec la fréquentation des Universités. Le concours efficace des intellectuels serait précieux pour notre armée et leur entrée dans le cadre de réserve doit être facilitée autant que possible.

La préparation militaire scolaire rendrait aussi de grands services, tant à l'armée à laquelle elle fournirait des recrues plus capables, qu'aux hommes eux-mêmes qui verraient leur tâche fort allégée. L'organisation d'un enseignement prémilitaire devrait être encouragée, de même que les institutions de boys-scouts.

*
* *

Toutes ces réformes ne se feront point, Messieurs, sans de lourdes charges. Il est inutile de nous le dissimuler, et malheureusement aussi impossible de donner dès à présent des précisions.

Les prévisions budgétaires déposées par le Ministre de la Guerre ont subi tout naturellement des modifications profondes par suite de la signature de la paix.

Certaines dépenses ont été considérablement diminuées; par contre, la démobilisation entraîne des charges nouvelles.

Votre Section centrale a estimé que son rapport devait tenir compte de cette situation nouvelle; c'est le motif pour lequel il a été distribué tardivement.

Répondant à une question que nous lui avons posée, M. le Ministre de la Guerre a bien voulu nous faire connaître quelle était la répercussion probable de la signature de la paix sur le Budget déposé antérieurement à celle-ci.

La teneur de cette réponse qui a pris la forme d'un projet d'amendements, est inséré à la suite du présent rapport. Pour plus de clarté et pour faciliter la comparaison avec le Budget primitif, les nouvelles prévisions budgétaires ont été publiées à côté de celui-ci.

Les diminutions annoncées dès à présent atteignent le chiffre de 249 millions. Elles seraient beaucoup plus considérables si notre Budget n'avait à supporter toutes les charges de la démobilisation des officiers et des soldats. Celles-ci figurent à l'article 6. Mais cette dépense de liquidation de la guerre devait fatalement être faite tôt ou tard, et pour cette fois nous pouvons nous réjouir d'avoir à liquider une aussi lourde charge.

Il est utile de faire remarquer que les amendements en question ne nous ont été communiqués qu'officieusement et à titre documentaire.

Il appartient au Ministre de la Guerre d'en déposer le texte définitif en temps opportun sur le bureau de la Chambre.

*
* *

Le Budget de la Guerre, tel qu'il nous a été présenté pour l'année 1919, comprend, comme les autres Budgets de l'État, diverses catégories de dépenses :

- 1° Les dépenses normales de 1919;
- 2° Les dépenses provoquées par la guerre;
- 3° Les dépenses arriérées.

Il est difficile, pour le Budget de la Guerre, de s'assurer si ces distinctions répondent toujours à des réalités.

Notamment, la division indiquée dans les deux premières colonnes du projet de Budget : dépenses normales de 1919, d'une part, et dépenses provoquées par la guerre, d'autre part, est purement théorique. Le Dépar-

tement de la Guerre a fait cette distinction pour obéir à un désir du Ministre des Finances. On a pris pour base les chiffres du dernier Budget normal en les augmentant ou diminuant d'une manière plus ou moins arbitraire, d'après les nécessités et les effectifs actuels. La première colonne représente donc ce qu'aurait été probablement le Budget de 1919 s'il eût été normal. Le vote de la Chambre ne devra porter que sur le chiffre global de la troisième colonne et sur celui de la quatrième pour les dépenses arriérées. Il serait, en effet, difficile ou plutôt impossible, de faire une distinction dans les pièces soumises à la Cour des Comptes, les dépenses étant confondues d'une manière complète. C'est le motif pour lequel les deux premières colonnes ont été supprimées dans le tableau comparatif auquel il est fait allusion plus haut.

*
* * *

Tout député qui se préoccupe de l'avenir financier du pays se demande évidemment quelles seront nos charges militaires futures. C'est une curiosité légitime à laquelle il est malheureusement bien difficile de satisfaire.

L'élévation actuelle des prix, les nécessités de l'occupation d'une partie du territoire allemand et, d'une manière générale, le caractère anormal des circonstances dans lesquelles la direction de l'armée est en ce moment placée, constituent autant de motifs qui empêchent toute prévision précise et sérieusement établie.

Le Parlement partagera sans doute l'avis de la Section centrale et exprimera le désir de voir régner dans les dépenses militaires l'ordre et l'économie; sous cette réserve, il consacrera généreusement les sacrifices financiers reconnus nécessaires.

Il a paru intéressant de donner ici le détail rétrospectif des charges militaires que la Nation s'est imposées en hommes et en argent depuis 1830.

Elles sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Année.	Contingent.	Levée annuelle.	Crédits pour le Budget (?).		Nombre d'habitants.
	Hommes.	Hommes.	Francs.		
1834	110,000 ⁽¹⁾	12,000	39,868,000	»	4,196,886
1844	80,000	10,000	28,130,000	»	4,337,196
1854	70,000	10,000	33,129,093	15	4,529,461
1864	80,000	10,000	34,425,825	»	4,984,351
1874	100,000	12,000	41,480,000	»	5,336,634
1884	100,000	13,300	44,764,900	»	5,784,958
1894	100,000	13,300	47,117,452	50	6,341,958
1904	100,000	13,300	55,800,745	60	7,074,910
1914	100,000	33,000	89,912,225	»	7,571,387

(1) Pour l'année 1834, le chiffre de 110,000 hommes est relatif à l'armée sur pied de guerre.

(2) Il s'agit, bien entendu, du Budget ordinaire, ces chiffres ne comprenant ni les dépenses pour crédits supplémentaires, ni celles-ci éventuellement comprises du Budget extraordinaire.

La levée nouvelle, sous le régime du service général et en application des lois de milice actuellement en vigueur, peut être évaluée sur les bases de la population présente de la Belgique, de 30 à 55,000 hommes annuellement.

*
* *

La guerre et l'occupation du territoire ont créé une situation spéciale dont le régime a été réglé par la loi de 1919. Cette loi n'a qu'un caractère temporaire, et, pour les classes subséquentes, la loi de 1913 sera de nouveau appliquée.

Il semble que les opérations de milice de 1919, tout en se poursuivant régulièrement, ont mis en lumière des situations particulièrement difficiles que le législateur n'avait pas prévues. Des jeunes gens sont appelés à accomplir le service militaire à un âge relativement avancé et subissent ainsi un préjudice assez grave dans leur carrière ou dans les affaires qu'ils ont entreprises. Un grand nombre d'entre eux, qui rendaient déjà d'utiles services, sont enlevés à leurs occupations au préjudice de la restauration du pays. Enfin, le chiffre des miliciens mariés et père de famille, est beaucoup plus élevé qu'auparavant; il constituait en temps normal une quantité négligeable. Ces jeunes soldats sont en réalité, sinon aux termes de la loi, les indispensables soutiens de leur famille. Certains d'entre eux reconnus tels lors des levées de 1912, 1913 et 1914 ont perdu cette qualité légale par suite de leur mariage, et ont cependant à entretenir, outre leur ménage, leurs vieux parents.

Il est évident que le législateur n'avait pas à se préoccuper avec trop de sollicitude de charges nouvelles que les intéressés s'étaient librement données en pleine connaissance de cause, mais il semble possible d'examiner si une diminution de temps de service ne pourrait leur être accordée, en la subordonnant à la formation militaire parfaite et à une conduite irréprochable sous les armes.

Les circonstances ont changé depuis le vote de la loi du 1^{er} mars 1919. Nous étions alors en temps de guerre. Aujourd'hui, la paix est signée et l'industrie et l'agriculture ont eu grand besoin de main-d'œuvre; les difficultés du casernement sont grandes, et la sollicitude pour les intérêts particuliers, pour la reprise de l'activité du pays ne paraît pas impossible à combiner avec le maintien de notre force militaire.

M. le Ministre de la Guerre consentira, nous n'en doutons pas, à soumettre cette importante question à un prompt et bienveillant examen.

*
* *

Il était d'usage que, à l'occasion de l'examen du Budget, la Section centrale se préoccupât de certaines questions de principe ou d'organisation, et qu'elle se fit l'écho des observations que lui suggérerait son étude de l'administration des divers Départements.

Dans le cas qui nous occupe, le rôle de la Section centrale et de son rapporteur se trouve considérablement allégé par la création de la Commission de l'armée. Le zèle et la compétence que celle-ci a apportés à l'accomplisse-

ment de sa tâche en ont fait, dès le début, un organisme des plus utiles, dont l'heureuse influence se fera prochainement sentir.

Cependant, sans vouloir empiéter sur la mission de la Commission de l'armée, il nous sera permis de signaler l'extrême urgence que présente la fixation du barème nouveau des traitements des cadres, tant pour les officiers que pour les sous-officiers.

Le retard apporté est des plus préjudiciables. Les meilleurs éléments sont sollicités par de nombreuses offres dans la vie civile, qu'ils hésitent à repousser dans l'incertitude du sort qui leur est réservé par la vie militaire. Beaucoup quittent en ce moment l'armée, où leur vocation les retenait cependant, et où leur concours eût été précieux sinon indispensable.

La publication immédiate du nouveau barème s'impose; espérons qu'il n'est pas déjà trop tard.

*
* *

La Section centrale croit enfin de son devoir d'attirer l'attention de l'administration militaire sur le grand intérêt qu'il y aurait à remettre en activité à bref délai la « Fonderie de canons » et la « Manufacture nationale d'armes de guerre ».

Elle y voit un double avantage industriel et militaire.

Les leçons du passé nous ont appris à désirer ne dépendre que de nous même en cette matière.

L'industrie liégeoise plus que tout autre est à même de reprendre et de mener à bien l'armement du pays. Historiquement et pratiquement, elle y est admirablement préparée. La fabrication des armes est pour nous une industrie nationale.

Bien loin d'importer cet article nous devrions l'exporter.

*
* *

Le rapport de la Section centrale peut, semble-t-il, se borner à ces quelques réflexions d'ordre général. Il faudra attendre, certes, jusqu'au Budget de 1920, sinon plus longtemps encore, pour voir la situation se stabiliser, et nos budgets militaires reprendre leur allure coutumière.

Espérons que rien ne viendra plus troubler le cours de leur développement normal et que la Belgique restaurée, fière de son passé et confiante dans la vaillance de ses enfants, poursuivra pendant de longues années de paix l'œuvre de progrès que la sanglante tragédie de 1914 est venue interrompre.

Le pays peut être certain que le Parlement ne marchandera pas son concours pour assurer la défense de la Patrie et le maintien de ses droits!

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS D'OPTINTER.

Le Président,

P. POULLET.

ANNEXE

Questions posées par la Section centrale.

1^{re} Question.

Dans quelles proportions les dépenses prévues à l'article 15 pour la réfection de l'artillerie s'appliquent-elles à l'artillerie de campagne et à la grosse artillerie? La première est, paraît-il, très usée. La seconde est incomplète.

Réponse.

Il n'est pas possible de déterminer, dès maintenant, le coût de la remise en état du matériel d'artillerie. Le matériel belge de tout calibre passera successivement par les établissements pour y être remis en bon état. Une visite détaillée peut seule fixer l'importance de la réfection. Les réparations sont en cours. Les matières premières estimées nécessaires, par une première approximation, ont été réservées (travail d'une année).

Quant au nombreux matériel de prise allemande réservé à l'armée belge, il donnera lieu vraisemblablement à des travaux importants. L'examen commencera dès qu'il sera réuni au parc en voie de formation à Bressoux.

2^e Question.

Un membre demande la justification de l'article 24^{bis} : 2,325,800 francs.
« Dépenses relatives à l'entretien des prisonniers de guerre russes libérés ».

Réponse.

Ci-joint copie d'une lettre adressée le 11 février dernier à M. le Ministre des Affaires Étrangères, au sujet de l'emploi de ce personnel en attendant son rapatriement.

Le crédit de 2,325,800 francs demandé représente les dépenses relatives à l'entretien pendant l'exercice 1919 des effectifs ci-après :

4 officiers	fr.	12,050	»
27 sergents		68,000	»
29 caporaux		58,400	»
1,135 soldats.		2,187,350	»
TOTAL.		fr.	2,325,800

Dans cette somme n'est comprise celle de 60,000 francs représentant le montant du traitement et des frais de bureau que le Département de la Guerre prend également à sa charge, de l'attaché militaire russe et de ses deux adjoints pour 1919. (Décision du Premier Ministre et du Ministre des Affaires Étrangères.)

« Bruxelles, le 11 février 1919.

» *À Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères, à Bruxelles.*

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» Il y a actuellement en Belgique un total de 4 à 5,000 prisonniers russes libérés par les Allemands. Je cherche à les utiliser à des travaux utiles à l'armée et au pays. Ces prisonniers russes, encadrés par un certain nombre d'officiers et gradés de même nationalité, se concentrent actuellement dans un camp de l'Yser et sont traités, au point de vue de la solde, de la nourriture, des allocations diverses, ainsi que pour le service intérieur, de la même manière que les troupes belges.

» L'entretien de ces prisonniers occasionne naturellement des dépenses assez considérables, lesquelles sont actuellement, d'une façon théorique, faites à titre d'avance au Gouvernement russe; le remboursement de ces sommes sera évidemment très difficile à obtenir, soit maintenant, soit plus tard.

» D'un autre côté, de nombreux arguments que je crois inutile de vous exposer, militent en faveur de l'évacuation la plus rapide possible du pays par les prisonniers russes libérés.

» En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Ministre, de vouloir bien, si rien ne s'y oppose, négocier le rapatriement, dans le plus bref délai, de tous les militaires russes libérés par les Allemands et qui se trouvent actuellement en Belgique.

» D'après certaines communications, il semblerait que l'on cherche à les rapatrier par mer; cette solution demandera assez bien de temps, étant donné que nous manquons fortement de moyens de transport. Peut-être serait-il possible d'envisager leur retour en Russie par la voie de terre en imposant aux Allemands l'obligation d'assurer leur transport et leur nourriture jusqu'à la frontière occidentale de Russie.

» *Le Ministre de la Guerre,*

» (S.) MASSON. »

3° Question.

Pourquoi le Budget de la Gendarmerie a-t-il été fusionné avec le Budget de la Guerre?

A quels articles peut-on le retrouver?

Le Ministre ne prévoit-il pas l'augmentation du traitement des gendarmes?

Le Budget prévoit-il cette augmentation?

Réponse.

Dès le temps de paix, il était prévu que les dépenses de la gendarmerie seraient, en temps de guerre, fusionnées avec celles de l'armée. L'article 5 de la loi budgétaire de 1914 en dispose ainsi.

On retrouve aux annexes du projet de Budget pour 1919 tout le détail des traitements et allocations du personnel de la gendarmerie.

En ce qui concerne la question de l'augmentation du traitement des gendarmes, un projet est en ce moment à l'examen.

4° Question.

Le Ministre prévoit-il l'augmentation des professeurs des Écoles militaires et de guerre? Le budget proposé permet-il cette augmentation?

Réponse.

La question des augmentations des traitements des professeurs est en ce moment à l'examen. Les crédits budgétaires permettront d'y faire face.

5° Question.

Quelle répercussion la conclusion de la paix aura-t-elle sur les dépenses ordinaires et extraordinaires prévues par le projet de Budget pour 1919?

Réponse.

Les variations qui ont fait l'objet d'un premier projet d'amendements et qui conduisaient finalement à une diminution de 63,683,828 francs, sont reproduites dans les propositions ci-après, sauf la réduction prévue à l'article 6 (19,116,538 francs), jugée non réalisable.

A cette première diminution, ainsi réduite à . . . fr.	44,567,290	»
s'ajoutent de nouvelles diminutions à concurrence de . . .	174,766,639	»

Les diminutions actuellement proposées montent à fr.	219,333,929	»
--	-------------	---

Elles ramènent à 1,091,395,060 francs et à 426,855,226 francs

les crédits inscrits au projet de Budget respectivement pour les dépenses propres à l'exercice 1919 et pour liquidation de créances arriérées.

ART. 2. — *Traitements et indemnités du personnel civil.*

Crédit porté au projet de Budget	fr.	1,044,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		1,214,000	»
Augmentation de.	fr.	170,000	»

Accroissement du nombre d'employés temporaires et relèvement du salaire qui leur est payé.

ART. 2^{bis}. — *Subvention de vie chère au personnel civil.*
(Crédit non limitatif.)

Crédit porté au projet de Budget	fr.	515,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		315,000	»
Diminution de.	fr.	200,000	»

résultant d'une nouvelle évaluation.

ART. 3. — *Indemnités aux sous-officiers et soldats détachés au Ministère de la Guerre.*

Crédit porté au projet de Budget	fr.	275,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		419,000	»
Augmentation de.	fr.	144,000	»

Augmentation du nombre de détachés.

ART. 4. — *Matériel.*

Crédit porté au projet de Budget	fr.	390,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		590,000	»
Augmentation de.	fr.	200,000	»

Extension des services.

ART. 5. — *Bibliothèque du Ministère de la Guerre : travaux d'impressions des règlements et instructions militaires ; services photographique et cinématographique ; service topographique ; Institut cartographique militaire.*

Crédit porté au projet de Budget	fr.	1,745,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		1,720,120	»
Diminution de.	fr.	24,880	»

La suppression de journaux vendus au front permet une économie de . . . : . fr. 630,000 »
à laquelle il faut ajouter celle de 80,000 »
réalisable sur les dépenses du service topographique par la cessation de l'état de guerre.

————— 710,000 »

D'autre part, il y a lieu de tenir compte des augmentations suivantes :

Pour accroissement des dépenses d'impression de règlements. 250,000 »

Service cinématographique 119,000 »

Pour insuffisance de crédit de l'Institut cartographique militaire. . 316,120 »

————— 685,120 »

—————
24,880 »
—————

ART. 6. -- *Traitements et indemnités des officiers ; solde et accessoires des troupes.*

Crédit porté au projet de Budget	fr.	519,777,401	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		513,777,401	»
Crédit demandé pour arriérés		76,207,426	»

Le dépenses pour arriérés sont accrues de 6 millions de francs pour les raisons ci-après :

a) Liquidation de l'indemnité accordée aux membres de la garde civique licenciés en 1914.	fr.	4,000,000	»
b) Paiement d'une indemnité journalière aux officiers prisonniers internés et rapatriés.		5,000,000	»
Augmentation de.	fr.	6,000,000	»

Une économie de même import est réalisable sur les crédits propres à l'exercice 1919, lesquels, après réduction de ces 6 millions, restent suffisants pour faire face aux dépenses nouvelles comprenant notamment l'indemnité de sortie de campagne à allouer aux officiers ⁽¹⁾ et le paiement des traitements et soldes pour officiers et troupes aux tarifs nouveaux qui seront fixés prochainement par arrêté royal.

ART. 7. — *Nourriture et habillement des malades ; entretien des hôpitaux : service pharmaceutique.*

Crédit porté au projet de Budget	fr.	38,500,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		31,600,000	»
Diminution de.	fr.	6,900,000	»

en raison du nombre moins grand de malades et blessés.

ART. 8. — *Frais d'internement, en pays neutre, des prisonniers de guerre belges.*

Crédit porté au projet de Budget	fr.	315,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		315,000	»
Crédits demandés pour arriérés		»	
Diminution de.	fr.	2,685,000	»

Diminution de 2,685,000 francs provenant de la suppression du crédit de cet import inscrit au projet de Budget pour paiement de dépenses arriérées.

Il résulte de la situation de banque en Suisse, connue à ce jour, que les comptes se rapportant à la période antérieure au 1^{er} janvier 1919 sont apurés.

(¹) Il résulte d'une communication du Département de la Guerre, comprend également les frais de démobilisation des soldats.

ART. 11. — *Dépenses d'administration de l'École militaire.*

Crédit porté au projet de Budget	fr. 100,000 »
Crédit demandé pour l'exercice 1919	71,000 »
Diminution de.	fr. 29,000 »

économie réalisable sur les dépenses prévues pour frais de chauffage et d'éclairage.

ART. 14. — *Armement de l'armée. — Établissements d'artillerie.
Harnachement des troupes de toutes armes.*

Crédit porté au projet de Budget	fr. 166,066,336 »
Crédit demandé pour l'exercice 1919	59,559,200 »
Diminution de.	fr. 106,507,136 »

provenant de réductions et d'ajournements de dépenses en ce qui concerne les établissements d'artillerie et le charroi automobile.

ART. 15. — *Matériel du Génie et services techniques du Génie.*

Crédit porté au projet de budget	fr. 29,396.000 »
Crédit demandé pour l'exercice 1919	31,257,200 »
Augmentation de.	fr. 1,861,200 »

On estime que la réduction de dépenses pour matériel des services techniques permet d'économiser . . . 10,438,800 »

Par contre certains services entraînent un accroissement de dépenses de. 12,300,000 »

Parmi ces derniers, il faut citer pour 11 millions les dépenses nécessitées par les dégâts aux bâtiments militaires et pour le service du casernement des villes ouvertes géré précédemment par le Département des Travaux publics.

1,861,200 »

ART. 16. — *Nourriture des troupes. — Fourrages.*

Crédit porté au projet de budget fr. 225,813,363 »

Crédit demandé pour l'exercice 1919 191,000,000 »

Diminution de. fr. 34,813,363 »

provenant de la réduction des effectifs et de la nouvelle composition de la ration journalière de vivres.

ART. 17. — *Service de couchage*

Crédit porté au projet de budget fr. 17,140,030 »

Crédit demandé pour l'exercice 1919 16,531,880 »

Diminution de. fr. 608,150 »

réduction des prévisions d'achats de laine à matelas.

ART. 18. — *Habillement des troupes.*

Crédit porté au projet de budget. fr. 174,220,500 »

Crédit demandé pour l'exercice 1919 149,604,100 »

Diminution de. fr. 54,616,400 »

résultant d'ajournements de dépenses.

ART. 20. — *Achat de chevaux pour l'entretien des effectifs de l'Armée.*

Crédit porté au projet de budget fr. 5,292,000 »

Crédit demandé pour l'exercice 1919 3,292,000 »

Diminution de. fr. 2,000,000 »

résultant d'achats avantageux et de la démobilisation.

ART. 23. — *Pensions et secours.*

Crédit porté au projet de budget fr.	11,736,000	»
Crédits demandés : pour l'exercice 1919	19,439,500	»
Crédits demandés : pour arriérés	2,261,300	»
soit une augmentation de	7,703,500	»
sur une dépense afférente à 1919,		
et une diminution de	4,435,000	»
sur arriérés.		

L'augmentation comprend :

83,000 francs pour pensions provisoires et secours permanents.

7,700,000 francs pour permettre :

1° De liquider les secours provisoires de 150 francs par trimestre aux veuves de militaires de rang subalterne rappelés, volontaires de guerre, etc., décédés au cours de la guerre et de leur prêter une assistance complémentaire éventuelle en rapport avec le taux prévu pour leur pension;

2° De prêter assistance aux veuves d'officiers et de rengagés qui, après le 1^{er} octobre 1919, ne percevront plus le traitement intégral, ni les indemnités de logement, de déplacement et de rémunération (taux de l'assistance à mettre en rapport avec celui de la pension);

3° De liquider l'allocation spéciale accordée aux miliciens et volontaires de guerre, orphelins (veufs ou divorcés sans enfant) pour lesquels il n'existe pas légalement d'ayants droit à l'indemnité de rémunération de milice.

1,500,000 francs pour indemnités aux militaires licenciés par réforme.

218,500 francs pour subside et annuité à la Caisse de retraite et de secours des ouvriers des chemins de fer pour l'affiliation des employés et ouvriers civils des services ressortissant du Département de la Guerre.

9,503,500 francs.

Cette augmentation est diminuée de :

1,800,000 francs pour réduction de certains secours, à concurrence de 1,700,000 francs, et pour réduction de subsides aux œuvres d'hébergement : 100,000 francs.

7,703,500 francs.

ART. 24. — *Dépenses relatives à l'entretien des prisonniers de guerre.*

Crédit porté au projet de budget	fr.	25,453,000	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		14,847,600	»
Diminution de.		fr.	10,645,400

ART. 24^{is}. — *Dépenses relatives à l'entretien des prisonniers de guerre russes libérés.*

Crédit porté au projet de budget	fr.	2,325,800	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		1,642,500	»
Diminution de.		fr.	683,300

On prévoit notamment pour la diminution des crédits de ces deux articles, le rapatriement prochain des prisonniers dont il s'agit.

ART. 25. — *Dépenses diverses et dépenses imprévues.*

Crédit porté au projet de budget.	fr.	6,942,824	»
Crédit demandé pour l'exercice 1919		7,437,824	»
Augmentation de.		fr.	495,000

Soit une augmentation de fr. 895,000 »
pour achat supplémentaire de portraits
de LL. MM. le Roi et la Reine, ainsi que
de « Médailles interalliées » et « Croix
de Guerre » et une diminution de . . . 400,000 »
à apporter aux dépenses de la Sécurité
militaire.

DIFFÉRENCE.	fr.	495,000	»
---------------------	-----	---------	---

ART. 26. — *Réquisitions de véhicules automobiles.*

Crédit porté au projet de budget.	fr.	20,000	»
Crédits demandés : pour dépenses de l'exercice 1919.		50,000	»
Crédits demandés : pour arriérés.		4,450,000	»

Soit une augmentation de.	fr.	30,000	»
-----------------------------------	-----	--------	---

pour les dépenses afférentes à l'exercice 1919, et une
réduction de 530,000 »
pour les dépenses arriérées, résultant d'une nouvelle
évaluation.

ART. 27. — Réquisitions diverses et dégâts.

Crédit porté au projet de budget fr.	1,000,000	»
Crédits demandés : pour l'exercice 1919	500,000	»
Crédits demandés : pour arriérés	20,000,000	»
Soit une réduction de fr.	500,000	»

sur les dépenses afférentes à l'exercice 1919 et une
diminution de 5,000,000 »
sur arriérés, résultant d'une nouvelle évaluation.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

ART. 29 (nouveau). — Service de la remonte spéciale des officiers.

Augmentation de : 300,000 francs.

Cette somme est destinée à alimenter l'article 143 du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, dont les recettes, au cours de l'exercice, ne peuvent suffire aux paiements à effectuer.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 AUGUSTUS 1919

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1919

Tabel XII : Oorlog ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DE WOUTERS D'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de eerste Begrooting van Oorlog, sedert den wapenstilstand ter Kamer ingediend, stelde er prijs op, dat aan het hoofd van dit verslag een schitterend blijk van bewondering en erkentelijkheid gegeven worde aan het roemrijk leger dat het Vaderland bevrijdde.

In de geschiedenis van het Belgisch Parlement zal de dag van 22 November 1919 altijd met den reinsten glans schitteren. Op dien gedenkwaardigen dag besteeg onze Vorst, waardig hoofd van onze dappere legioenen, het spreekgestoelte; nog was hij bedekt met het stof der veldslagen, en hij kwam u zeggen wat België's kinderen volbracht hadden. Hij zei u hoeveel bloed er gestort werd en welke groote gevaren doorstaan werden. Hij beschreef u hun lijden, hun angst, hun heldenmoed, kortom, alles wat de prijs is van een duur gekochte overwinning. Eens van hart, hebt gij de soldaten en hun hoofd toegejuicht.

Sedert zijn die gevoelens stellig niet verzwakt in onze harten en de beter gekende bijzonderheden van dien langen strijd hebben dien eersten en diepen indruk hoegenaamd niet gewijzigd.

(1) Begrooting, nr 107.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHÉLYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BUYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCIET; HONINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPLINTER.

De erkentelijkheid, die wij ons leger verschuldigd zijn, alsmede de regelen van de gewoonste voorzichtigheid, leggen ons den plicht op, ons leger zedelijk sterk en, in stoffelijk opzicht, goed onderhouden en toegerust te handhaven.

De oorlogsverklaring verraste ons in volle militaire wederinrichting. Eenige maanden later zou de weerstandskracht van België meer dan verdubbeld zijn. Er bestaat trouwens reden om te gelooven dat onze overweldiger het wist. De moed onzer soldaten heeft nochtans den onrechtvaardigen inval een onverwachten weerstand geboden, een weerstand die een beslissende uitwerking had op het geheel verloop van den oorlog van de eerste dagen af en aan den Yzer onoverwinnelijk werd.

Die krachtspanning was wonderbaar en vruchtbaar, maar het ware een misdaad de doenwijze van vroeger na te volgen nu wij op de hoogte zijn van de noodzakelijkheden van onze verdediging en van derzelfver mogelijkheden.

Voortaan moeten wij beschikken over een leger, tot alles bereid, uitgerust volgens de laatste eischen van de hedendaagsche wetenschap en aangevoerd door kundige hoofden die in het moderne oorlogsbedrijf beslagen zijn.

Uit de ondervinding is gebleken dat de Belg, in de zachte rust van een langen vrede, de mannelijke deugden van den soldaat, het erfdeel van zijn ras, nog niet verloren had. Weinig tijd was er noodig om van onze recruten beproefde krijgslieden te maken.

Zoo, dank zij dien natuurlijken aanleg, de Belg snel een goed soldaat wordt, toch blijkt anderzijds dat het zoo verscheiden materieel, dat bij den hedendaagschen oorlog hoort, alsmede het kader der leiders in elken graad, een lange en nauwlettende voorbereiding noodzakelijk maken.

In de toekomst moeten kazernen, materieel, kader van officieren en onderofficieren altijd bereid zijn om de mannen, door het mobilisatiebevel in massa aangevoerd, te onthalen, uit te rusten en te leiden.

Het plan van ons toekomstig militair stelsel schijnt zich duidelijk af te teekenen : algemeene dienstplicht met een tijd van werkelijke tegenwoordigheid onder de wapens, beperkt tot het minimum vereischt voor de noodige opleiding en het handhaven van de openbare orde; sterk ingericht kader van beroepsofficieren en beroepsonderofficieren, waarbij zich een ernstig opgevat reservekader aansluiten moet; volmaakte bewapening, materieel en toerusting, steeds op de hoogte gehouden van den vooruitgang der krijgskunde.

De Middenafdeeling stelde het zich ten plicht, uwe bijzondere aandacht te vestigen op de vraag van de vorming van het reservekader en er op te wijzen dat het van belang zou zijn, de regeling van dit kader te doen samengaan met het volgen van de leergangen der Hoogeschoolen. De doeltreffende medewerking der intellectueelen zou kostbaar zijn voor ons leger en hun intreden in het reservekader moet zooveel mogelijk vergemakkelijkt worden.

De militaire voorbereiding op school zou ook groote diensten bewijzen, zoowel aan het leger waaraan zij bekwaamere recruten zou leveren, als aan de manschappen zelf wier taak zeer verlicht zou zijn. De instelling van een

onderwijs tot militaire voorgeoefendheid, zoowel als de inrichtingen der boy-scouts dienen te worden bevorderd

*
* *

Al die hervormingen, Mijne Heeren, zullen niet tot stand komen zonder zware lasten. Het is onnoodig het te ontveinzen en het is te betreuren dat wij van nu afaan geen bepaalde aanduidingen kunnen geven.

De door den Minister van Oorlog voorgestelde begrootingsramingen werden natuurlijk, ten gevolge van het teekenen van den vrede, groetelijks gewijzigd.

Sommige uitgaven werden aanzienlijk verminderd; de demobilisatie daarentegen brengt nieuwe lasten mee.

Antwoordend op een gestelde vraag, deed de Minister van Oorlog ons weten welke de waarschijnlijke weerslag was van de teekening van den vrede op de Begrooting die vóór deze ingediend werd.

De inhoud van dit antwoord, bij wijze van ontwerp van amendement vertolkt, is opgenomen in de bijlagen van dit verslag. Tot meerder klaarheid en tot gemakkelijker vergelijking met het oorspronkelijk ontwerp, werden de nieuwe begrootingsramingen naast hetzelfde bekendgemaakt.

De van nu afaan aangekondigde verminderingen bereiken het cijfer van 249 miljoen. Zij zouden veel aanzienlijker zijn indien onze Begrooting niet al de lasten van de demobilisatie der officieren en soldaten te dragen had. Deze komen vóór in artikel 6. Doch die vereffeningsuitgave van den oorlog moest toch onvermijdelijk vroeg of laat gedaan worden en ditmaal mogen wij ons verheugen zulken zwaren last op ons te nemen.

Het dient te worden opgemerkt dat ons slechts officieus en tot voorlichting kennis van bedoelde amendementen gegeven werd.

Aan den Minister van Oorlog is de taak opgedragen op tijd en stond ter Kamer een definitieven tekst in te dienen.

*
* *

De Begrooting van Oorlog, zooals die ons voorgelegd werd voor het jaar 1919, omvat, evenals de overige Begrootingen van den Staat, verscheidene soorten van uitgaven :

- 1° De normale uitgaven voor 1919;
- 2° De uitgaven door den oorlog veroorzaakt;
- 3° De achterstallige uitgaven.

Voor de Begrooting van Oorlog is het moeilijk na te gaan of die onderscheidingen altijd met de werkelijkheid overeenstemmen.

Namelijk, de splitsing aangeduid in de eerste twee kolommen van het ontwerp van Begrooting : normale uitgaven voor 1919 eenerzijds en uitgaven veroorzaakt voor den oorlog anderzijds, is louter theoretisch.

Het Departement van Oorlog maakte dat onderscheid om aan het verlangen van den Minister van Financiën te voldoen. Men heeft als grondslag genomen

de cijfers van de laatste normale Begrooting en ze, volgens de noodzakelijkheden en de tegenwoordige getalsterkte, min of meer willekeurig verhoogd of verminderd. De eerste kolom vertegenwoordigt dus wat waarschijnlijk de Begrooting voor 1919 zou geweest zijn, ware zij normaal geweest.

De Kamer zal alleen moeten stemmen over het totaal cijfer van de derde kolom en over dat van de vierde voor de achterstallige uitgaven. Het zou inderdaad moeilijk of liever onmogelijk zijn, een onderscheid te maken tusschen de stukken die aan de Rekenkamer voorgelegd worden, daar de uitgaven heelemaal onder elkaar gemengd zijn. Daarom worden de eerste twee kolommen weggelaten in de vergelijkende tabel, waarvan hooger sprake is.

*
* *

Elke volksvertegenwoordiger, die zich om de financiële toekomst van het land bekommert, vraagt zich natuurlijk af welke onze toekomstige militaire lasten zijn zullen. Het is eene gegronde nieuwsgierigheid, welke men ongelukkig moeilijk kan voldoen.

De tegenwoordige hoge prijzen, de noodwendigheden der bezetting van een deel van het Duitsch grondgebied en, over 't algemeen, het abnormaal karakter der omstandigheden, waarin het legerbestuur zich thans bevindt, zijn allemaal oorzaken die het doen van juiste en ernstig vastgestelde ramingen beletten.

Het Parlement zal de meening der Middenafdeeling stellig deelen en den wensch uitdrukken dat, wat betreft de militaire uitgaven, orde-en bezuiniging in acht worden genomen; mits dat voorbehoud zal het de noodig bevonden financiële offers goedkeuren.

Belangstelling wekkend kwam het voor, de omstandige opgave van de militaire lasten, die de Natie sedert 1830 op zich nam, hier mede te deelen.

Zij worden in onderstaande tabel aangeduid :

Jaar.	Contingent.	Jaarlijksche lichting.	Begrootings credieten (2).	Aantal inwoners.
	Manschappen.	Manschappen.	Frank.	
1834	110,000 ⁽¹⁾	12,000	39,868,000 »	4,196,886
1844	80,000	10,000	28,130,000 »	4,337,196
1854	70,000	10,000	33,129,093 15	4,529,461
1864	80,000	10,000	34,423,825 »	4,984,351
1874	100,000	12,000	41,480,000 »	5,336,634
1884	100,000	13,300	44,764,900 »	5,784,958
1894	100,000	13,300	47,117,452 50	6,341,958
1904	100,000	13,300	55,800,745 60	7,074,910
1914	100,000	33,000	89,912,225 »	7,571,387

(1) Voor het jaar 1834 heeft het cijfer van 110,000 manschappen betrekking op het leger op oorlogsvoet.

(2) Het betreft hier, wel te verstaan, de gewone Begrooting, daar in die cijfers niet begrepen zijn de uitgaven voor aanvullende credieten, noch, bij voorkomend geval, die van de Buitengewone Begrooting.

Onder het stelsel van den algemeenen dienst en bij toepassing van de thans geldende militiewetten kan de nieuwe lichting, op den grondslag van de tegenwoordige bevolking van België, op 50 tot 55,000 man jaarlijks geschat worden.

*
* *

De oorlog en de bezetting van het grondgebied hebben aanleiding gegeven tot een bijzonderen toestand waarvan de regeling door de wet van 1919 bepaald werd. Deze wet heeft slechts een tijdelijk karakter en voor de volgende klassen zal de wet van 1913 weer toegepast worden.

Het schijnt dat de militieverrichtingen van 1919, ofschoon zij regelmatig voortgezet worden, bijzonder moeilijke toestanden in het licht gesteld hebben, die door den wetgever niet voorzien waren. Jonge lieden worden geroepen om den militairen dienst te vervullen op een betrekkelijk gevorderden leeftijd en lijden zóó tamelijk erge schade in hun loopbaan of in de door hen ondernomen zaken. Een groot aantal van hen, die reeds nuttige diensten bewezen, worden aan hun werkzaamheden onttrokken ten nadeele van 's lands herstel. Het aantal militieplichtigen die gehuwd of huisvaders zijn, is veel grooter dan vroeger; in gewonen tijd was het een onbeduidend getal. Die jonge soldaten zijn in werkelijkheid, zoo niet luidens de wet, de onontbeerlijke kostwinners van hun gezin. Sommigen van hen, als zoodanig erkend bij de lichtingen van 1912, 1913 en 1914, hebben die wettelijke hoedanigheid ten gevolge van hun huwelijk verloren en moeten nochtans buiten hun huishouden, hun bejaarde ouders onderhouden.

Het is klaar dat de wetgever zich niet al te zeer bekommeren moest om de nieuwe lasten die de belanghebbenden vrijwillig en met kennis van zaken op zich namen, maar het schijnt ons mogelijk te onderzoeken of een verkorting van den dienstdtijd hun niet kan toegestaan worden, door ze te doen afhangen van de volkomen militaire opleiding en van een onberispelijk gedrag onder de wapens.

De omstandigheden zijn sedert de aanneming der wet van 1 Maart 1919 veranderd. Toen waren wij nog in oorlogstijd. Thans is de vrede geteekend en nijverheid en landbouw hebben veel werkkrachten noodig; de moeilijkheden van de kazerneering zijn groot en het komt ons niet onmogelijk voor, de zorg om de bijzondere belangen en de herleving van 's lands bedrijvigheid te doen samengaan met het behoud van onze krijgsmacht.

Wij twijfelen er niet aan, of de Minister van Oorlog zal er in toestemmen, die gewichtige vraag aan een spoedig en welwillend onderzoek te onderwerpen.

*
* *

Bij het onderzoek der Begrooting hield de Middenafdeeling zich gewoonlijk bezig met sommige vragen van beginsel of van inrichting en bracht zij in 't midden de opmerkingen die bij haar ontstonden naar aanleiding van haar onderzoek van het beheer der onderscheidene departementen.

In het tegenwoordige geval is de rol van de Middenafdeeling en van haren verslaggever zeer verlicht door het tot stand komen van de Legercommissie. Van het begin af bleek deze door den ijver en de bevoegdheid waarmee zij hare taak volbracht, een allernuttigste inrichting waarvan de gelukkige invloed zich eerlang zal doen voelen.

Zonder evenwel de taak der Legercommissie op ons te willen nemen, zal het ons toegestaan zijn er op te wijzen hoe spoedeischend het is de nieuwe wedderegeling der kaders, zoowel voor officieren als voor onderofficieren, vast te stellen.

De vertraging bij dat werk is allernadeeligst. De beste elementen worden aangezocht door menig aanbod in het burgerlijk leven, en zij aarzelen om afwijkend te antwoorden, daar zij geen zekerheid hebben aangaande het lot dat hun door het militair leven voorbehouden is. Velen verlaten op dit oogenblik het leger, waar hun roeping hen zou moeten weerhouden en waar hun medewerking kostbaar, zoo niet onontbeerlijk zou geweest zijn.

De onmiddellijke openbaarmaking van de nieuwe wedderegeling dringt zich op; laat ons hopen dat het niet reeds te laat is.

*
* * *

De Middenafdeeling meent ten slotte dat het haar plicht is de aandacht van het militair bestuur te vestigen op het groot belang dat er zou bestaan de « Fonderie de canons » en de « Manufacture nationale d'armes de guerre » binnenkort in werking te stellen.

Zij ziet er een industrieel en een militair voordeel in.

De lessen van het verleden hebben ons geleerd te verlangen dat wij op dit gebied enkel van ons zelf zouden afhangen.

De Luiker nijverheid is beter dan eenige andere in staat om de bewapening van het land te hervatten en tot een goed einde te brengen. Historisch en practisch is zij daartoe bewonderenswaardig voorbereid. Het maken van wapens is voor ons eene nationale nijverheid.

In stede van dat artikel in te voeren, zouden wij het moeten uitvoeren.

*
* * *

Ons dunkt dat het verslag van de Middenafdeeling zich bij die enkele overwegingen van algemeenen aard bepalen mag. Men zal tot aan de Begrooting voor 1920 of nog langer moeten wachten om een vasten toestand te krijgen en om aan onze militaire begrotingen den gewonen gang te kunnen geven.

Laat ons hopen dat niets meer den loop van hun normale ontwikkeling zal storen en dat het hersteld België fier over zijn verleden en vol betrouwen op de dapperheid zijner kinderen, gedurende lange jaren van

vrede het werk van vooruitgang zal kunnen voortzetten, dat door het bloedig treurspel van 1914 onderbroken werd.

Het land mag er zeker van zijn, dat het Parlement zijne medewerking ten volle zal verleen en om de verdediging van het vaderland en de handhaving van zijne rechten te verzekeren.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS D'OPLINTER.

De Voorzitter,

P. POULLET.

(8)

BIJLAGE

Vragen door de Middenafdeeling gesteld.

1° Vraag.

In welke verhouding zijn de veldartillerie en de zware artillerie betrokken in de uitgaven voorzien bij artikel 15 voor het herstel der artillerie? De eerste is, naar het heet, erg versleten. De tweede is onvoltallig.

Antwoord.

Het is niet mogelijk, van nu af aan juist te bepalen wat de herstelling van het materieel der artillerie kosten zal. Het Belgische materieel van elk kaliber zal achtereenvolgens naar de inrichtingen gaan om er in goeden staat hersteld te worden. Een omstandig onderzoek kan alleen uitwijzen hoe belangrijk de herstelling zijn zal. De herstellingswerken worden thans uitgevoerd. De bij eene eerste benadering noodig geachte grondstoffen werden voorbehouden (werk van een jaar).

Wat betreft het talrijke op de Duitschers veroverde materieel, dat aan het Belgische leger werd toegewezen, dit zal waarschijnlijk tot belangrijke bewerkingen aanleiding geven. Met het onderzoek wordt een aanvang gemaakt zoodra het zal verzameld zijn in het in aanleg zijnde park te Bressoux.

2° Vraag.

Een lid vraagt de verantwoording van artikel 24^{bis} : 2,325,800 frank :
« Uitgaven betreffende het onderhoud der Russische, in vrijheid gestelde krijgsgevangenen ».

Antwoord.

Hierbij afschrift van eenen brief, op 11 Februari laatst gericht tot den heer Minister van Buitenlandsche Zaken, betreffende de benutting van dit personeel in afwachting dat het naar zijn land kunne terugkeeren.

Het aangevraagde crediet van 2,325,800 frank staat gelijk met de uitgaven betreffende het onderhoud, gedurende het dienstjaar 1919, der volgende effectieven :

4 officieren	fr.	12,050	»
27 sergeanten		68,000	»
29 korporalen		58,400	»
1,135 soldaten		2,187,350	»
Te Zamen.		fr.	2,325,800

In deze som is niet begrepen die van 60,000 frank, zijnde het bedrag der wedden en bureelkosten, door het Ministerie van Oorlog insgelijks te zijnen laste genomen, van den Russischen militairen attaché en zijne twee toegevoegden voor 1919. (Besluit van den Eerste-Minister en van den Minister van Buitenlandsche Zaken.)

« Brussel, 11 Februari 1919.

» *Aan den Minister van Buitenlandsche Zaken, te Brussel.*

» HEER MINISTER,

» Er zijn tegenwoordig in België in het geheel 4 tot 5,000 Russische gevangenen door de Duitschers vrijgesteld. Ik tracht ze te doen arbeiden aan nuttige werken voor leger en land. Onder de leiding van een zeker getal officieren en onderofficieren van zelfde nationaliteit, zijn de Russische gevangenen thans opgenomen in een kamp aan den Yzer en worden er, wat betreft soldij, voedsel, onderscheidene vergoedingen, alsook den binnendienst, behandeld op gelijken voet met de Belgische troepen.

» Het spreekt van zelf dat het onderhoud van die gevangenen aanleiding geeft tot nog al aanzienlijke uitgaven, die thans, op theoretische wijze, gedaan worden ten titel van voorschot aan de Russische Regeering; de terugbetaling dezer sommen zal ongetwijfeld moeilijk te bekomen zijn, 't zij nu, 't zij later.

» Anderzijds bestaan er talrijke redenen welke ik overbodig acht niteen te zetten om de vrijgestelde Russische gevangenen zoo spoedig mogelijk uit het land te verwijderen.

» Derhalve heb ik de eer u te verzoeken, Heer Minister, zoo niets dit belet, te willen onderhandelen opdat al de door de Duitschers vrijgestelde Russische gevangenen, die thans in België verblijven zoo spoedig mogelijk naar hun land zouden overgebracht worden.

» Uit sommige mededeelingen blijkt dat men tracht ze over zee naar hun land terug te zenden; deze oplossing zal tamelijk veel tijd vergen, aangezien de vervoermiddelen ons grootelijks ontbreken. Wellicht zou het mogelijk zijn, hunnen terugkeer in Rusland over land in overweging te nemen, mits men de Duitschers verplicht hun vervoer en hun onderhoud te waarborgen tot aan de Russische westergrens.

» *De Minister van Oorlog,*

» (G.) MASSON. »

3^e Vraag.

Waarom werd de Begrooting van de Gendarmerie met de Begrooting van Oorlog samengesmolten?

Bij welke artikelen kan men ze terugvinden?

Voorziet de Minister niet de weddeverhooging voor de gendarmen? Is deze verhooging door de Begrooting voorzien?

Antwoord.

Reeds in vreedestijd werd voorzien dat de uitgaven voor de gendarmerie, in oorlogstijd, met die voor het leger zouden samengesmolten worden. Dit is aldus geregeld door artikel 5 der begrootingswet van 1914.

In de bijlagen van het ontwerp van Begrooting voor 1919 zijn de wedden van en de vergoedingen aan het personeel der gendarmerie omstandig vermeld.

Op dit oogenblik wordt een ontwerp tot verhooging der wedde van de gendarmen onderzocht.

4^e Vraag.

Voorziet de Minister de verhooging van de wedde der professoren van de Militaireschool en van de Krijgsschool? Wordt deze verhooging door de voorgestelde begrooting toegelaten?

Antwoord.

Het vraagstuk van de verhoogingen der wedde van de professoren wordt thans onderzocht. De daartoe vereischte uitgaven kunnen door de uitgetrokken credieten bestreden worden.

5^e Vraag.

Welken invloed zal het sluiten van den vrede hebben op de gewone en buitengewone uitgaven voorzien door het ontwerp van Begrooting voor 1919?

Antwoord.

De wijzigingen, welke een eerste ontwerp van amendementen uitmaakten en ten slotte de uitgaven verminderen met 63,683,828 frank, zijn vermeld in de hierna volgende voorstellen, behoudens de vermindering (19,116,538 frank voorzien bij artikel 6) die als niet te verwezenlijken werd beschouwd.

Bij deze eerste vermindering aldus gebracht tot op fr.	44,567,290	»
komen nieuwe verminderingen ten beloope van . . .	174,766,639	»

De thans voorgestelde verminderingen bedragen . fr. 219,333,929 »

Daardoor worden de credieten, die op het ontwerp van Begrooting zijn

uitgetrokken, onderscheidenlijk voor de uitgaven eigen aan het dienstjaar 1919 en voor de betaling van achterstallige schulden, verminderd tot op 1,091,395,060 frank en 426,855,226 frank.

ART. 2. — *Jaarwedden van en vergoedingen aan de burgerlijke ambtenaren.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	1,044,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . .	1,214,000	»
Verhooging. . . . fr.	170,000	»

Toeneming van het getal tijdelijk aangestelde beambten en verhooging van het hun betaalde loon.

ART. 2^{bis}. — *Duurtebijslag aan de burgerlijke ambtenaren.*
(Onbepaald crediet.)

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	515,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . .	315,000	»
Vermindering. . . . fr.	200,000	»

ten gevolge van eene nieuwe raming.

ART. 3. — *Vergoedingen aan de onderofficieren en soldaten werkzaam gesteld bij het Ministerie van Oorlog.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	275,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . .	419,000	»
Verhooging. . . . fr.	144,000	»

Toeneming van het getal werkzaam gestelden.

ART. 4. — *Materieel.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	390,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . .	590,000	»
Verhooging. . . . fr.	200,000	»

Uitbreiding der diensten.

ART. 5. — *Bibliotheek van het Ministerie van Oorlog : drukkosten van de militaire reglementen en onderrichtingen; diensten der photo- en cinematographie; topographische dienst; Landkaartinstituut.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting.	fr.	1,745,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . . .		1,720,120	»
Vermindering.		fr.	24,880 »

Door de afschaffing van op het front verkochte bladen kan men eene besparing doen van . . fr. 630,000 »
 waaraan dient te worden toegevoegd de besparing van 80,000 »
 die ten gevolge van het ophouden van den staat van beleg, kan worden gedaan op de uitgaven van den topographischen dienst.

————— 710,000 »

Anderzijds dient rekening te worden gehouden met de hierna volgende verhoogingen :

Toeneming der uitgaven voor het drukken van reglementen	250,000	»
Dienst der cinematographie	119,000	»
Ontoereikendheid van het crediet voor het Landkaartinstituut	316,120	»
—————		685,120 »
		<u>24,880 »</u>

ART. 6. — *Jaarwedden van en vergoedingen aan de officieren; soldij en bijgelden der troepen.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting fr.	519,777,401	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . . .	513,777,401	»
Crediet aangevraagd voor achterstallige uitgaven . . .	76,207,426	»

De uitgaven voor de achterstallige schulden zijn met 6 miljoen frank verhoogd om de hierna volgende redenen :

a) Uitkeering van de vergoeding toegekend aan de leden der burgerwacht, die in 1914 werden afgedankt.	fr.	1,000,000	»
b) Uitbetaling van eene dagelijksche vergoeding aan de opgesloten en in 't land teruggekeerde krijgsgevangen gemaakte officieren		5,000,000	»
Verhooging.	fr.	6,000,000	»

Eene besparing van gelijk bedrag kan worden gedaan op de aan het dienstjaar 1919 eigen credieten, welke, na af trek van die 6 miljoen, toereikend blijven tot bestrijding der nieuwe uitgaven, waarin inzonderheid zijn begrepen de vergoeding te verleenen aan de officieren ⁽¹⁾ bij hun aftreden, alsmede het betalen van de wedde en de soldij aan officieren en troepen volgens de nieuwe roosters, welke eerlang bij koninklijk besluit zullen vastgesteld worden.

ART. 7. — *Voeding en kleeding der zieken; kosten van onderhoud der hospitalen; apotheekdienst.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting.	fr.	38,500,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919		31,600,000	»
Vermindering.	fr.	6,900,000	»

wegens het geringer getal zieken en gekwetsten.

ART. 8. — *Kosten van opsluiting der Belgische krijgsgevangenen in onzijdig land.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting.	fr.	315,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919		315,000	»
Crediet aangevraagd voor achterstallige uitgaven		»	
Vermindering.	fr.	2,685,000	»

wegens uittrekking van het crediet van gelijk bedrag, dat op het ontwerp van Begrooting was uitgetrokken tot bestrijding van achterstallige uitgaven.

Uit den tot nog toe gekenden banktoestand in Zwitserland blijkt dat de rekeningen betreffende het tijdsverloop van vóór 1 Januari 1919 aangezuiverd zijn.

(1) Uit eene mededeeling door het Departement van Oorlog blijkt dat daarin insgelijks zijn begrepen de kosten van demobilisatie der soldaten.

ART. 11. — *Bestuursuitgaven der Krijgsschool.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting fr.	100,000	»
Crediet aangevraagd voor het diensjaar 1919 . . .	71,000	»
Vermindering . . . fr.	29,000	»

besparing te doen op de vermoedelijke uitgaven voor verwarming en licht.

ART. 14. — *Krijgstoerusting. — Artillerie-inrichtingen.**Paardetuig der troepen van alle wapens.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting fr.	166,066,336	»
Crediet aangevraagd voor het diensjaar 1919 . . .	59,559,200	»
Vermindering . . . fr.	106,507,136	»

ten gevolge van verminderde en uitgestelde uitgaven in zake artillerie-inrichtingen en auto-vervoerdienst.

ART. 15. — *Materieel van de Genie en technische diensten van de Genie.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting fr.	29,396,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . . .	31,257,200	»
Verhooging . . . fr.	1,861,200	»

Men schat dat de vermindering van uitgaven voor materieel der technische diensten eene besparing mogelijk

maakt van 10,438,800 »

Daarentegen brengen sommige diensten eene vermeerdering van uitgaven bij van 12,300,000 »

Onder deze laatsten, dient te worden vermeld : 11 millioen uitgaven tot herstel der schade aan militaire gebouwen en ten behoeve van den kazerneeringsdienst der opene steden, eertijds beheerd door het Ministerie van Openbare Werken.

1,861,200 »

ART. 16. — *Voeding der troepen. — Voeder.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting.	fr.	225,813,363	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919	.	.	191,000,000 »
Vermindering.	.	.	fr. 34,813,363 »

ten gevolge van de vermindering der in dienst zijnde manschappen en van de nieuwe samenstelling van het dagelijksch rantsoen van levensmiddelen.

ART. 17. — *Slapingsdienst.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting.	fr.	17,140,030	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919	.	.	16,531,880 »
Vermindering.	.	.	fr. 608,150 »

vermindering der ramingen voor het aankopen van matraswol.

ART. 18. — *Kleeding der troepen.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting.	fr.	174,220,500	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919	.	.	119,604,100 »
Vermindering.	.	.	fr. 54,616,400 »

ten gevolge van uitgestelde uitgaven.

ART. 20. — *Aankoop van paarden tot het in stand houden
van de effectieven van het Leger.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting.	fr.	5,292,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919.	.	.	3,292,000 »
Vermindering.	.	.	fr. 2,000,000 »

wegens voordeelige aankopen en wegens de demobilisatie.

ART. 23. — Pensioenen en hulpgelden.

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting fr.	11,736,000 . »
Aangevraagde credieten voor het dienstjaar 1919. .	19,439,500 »
Aangevraagde credieten voor achterstallige uitgaven .	2,261,300 »

hetzij eene vermeerdering van 7,703,500 »

op eene uitgave behorende tot 1919.

en eene vermindering van 4,435,000 »

op achterstallige uitgaven.

In de vermeerdering zijn begrepen :

85,000 frank voor voorloopige pensioenen en bestendige hulpgelden.

7,700,000 frank ten einde :

1° De voorloopige hulpgelden van 150 frank per kwartaal uit te keeren aan de weduwen van 'opnieuw binnengeroepen militairen van lageren rang, oorlogsvrijwilligers, enz. tijdens den oorlog overleden, en haar bij voorkomend geval eenen aanvullenden onderstand te verleen in verhouding tot het bedrag voorzien voor hun pensioen ;

2° Onderstand te verleen aan de weduwen van officieren en wederdienstnemenden, die na 14 October 1919, de volle wedde, noch de vergoedingen voor huishuur, verplaatsing en militievergelding (bedrag van den onderstand in verhouding te brengen tot dit van het pensioen) ;

3° De bijzondere tegemoetkoming uit te betalen, verleend aan de militieplichtigen en oorlogs-vrijwilligers, weezen (weduwenaars of gescheidenen zonder kind) voor welke er wettelijk geene rechthebbenden op de vergoeding der militievergelding bestaan.

1,500,000 frank voor vergoedingen aan afgedankte militairen wegens lichaamsgebreken.

218,500 frank voor toelage en jaarsom aan de Pensioen- en onderstandskas der spoorwegwerklieden voor de aansluiting van de burgerlijke bedienden en werklieden der diensten, die van het Ministerie van Oorlog afhangen.

9,503,500 frank.

Daarvan wordt afgetrokken :

1,800,000 frank wegens vermindering van sommige hulpgelden ten beloope van 1,700,000 frank, en wegens vermindering van toelagen aan werken tot huisvesting : 100,000 frank.

7,703,500 frank.

ART. 24. — *Uitgaven betreffende het onderhoud der krijgsgevangenen.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	25,453,000	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . . .	14,847,600	»
Vermindering. fr.	10,645,400	»

ART. 24^{bis}. — *Uitgaven betreffende het onderhoud der vrijgestelde Russische krijgsgevangenen.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	2,325,800	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . . .	1,642,500	»
Vermindering. fr.	683,300	»

Voor de vermindering van de credieten dezer beide artikelen houdt men namelijk rekening met den aanstaanden terugkeer van bedoelde krijgsgevangenen naar hun land.

ART. 25. — *Onderscheidene uitgaven en onvoorzienne uitgaven.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	6,942,824	»
Crediet aangevraagd voor het dienstjaar 1919 . . .	7,437,824	»
Verhooging. fr.	495,000	»

Hetzij eene verhooging van . . . fr. 895,000 »
 wegens aanvullenden aankoop van beeltenissen van HH. MM. den Koning en de Koningin, alsmede van « Intergeallieerde Medailles » en « Oorlogskruisen » en
 eene vermindering van 400,000 »
 in de uitgaven van den militairen Veiligheidsdienst.

VERSCHIL. fr. 495,000 »

ART. 26. — *Opvordering van motorwagens.*

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting. fr.	20,000	»
Aangevraagde credieten: voor uitgaven van het dienstjaar 1919	50,000	»
Aangevraagde credieten: voor achterstallige uitgaven .	4,450,000	»
Hetzij eene verhooging van. fr.	30,000	»

voor de uitgaven behorende tot het dienstjaar 1919,
 en eene vermindering van 530,000 »
 voor de achterstallige uitgaven, ten gevolge van eene nieuwe raming.

ART. 27. — Onderscheidene opvorderingen en schade.

Crediet uitgetrokken op het ontwerp van Begroo- ting.	fr.	1,000,000	»
Aangevraagde credieten : voor het dienstjaar 1919 .		500,000	»
Aangevraagde credieten : voor achterstallige uitgaven.		20,000,000	»
Hetzij eene vermindering van.	fr.	500,000	»
op de uitgaven behorende tot het dienstjaar 1919 en eene vermindering van		5,000,000	»
op de achterstallige uitgaven ten gevolge van eene nieuwe raming.			

UITZONDERLIJKE UITGAVEN.**ART. 29 (nieuw). — Bijzondere remontedienst der officieren.**

Verhooging : 300,000 frank.

Deze som is bestemd tot aanvulling van artikel 143 der Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor Order, waarvan de ontvangsten, in den loop van het dienstjaar, ontoereikend zijn om de noodige betalingen te doen.

